

Initiative Portée par le Royaume du Maroc en Appui aux Travaux du Forum des Nations Unies sur les Forêts

Événement international sur la gestion durable des forêts

AGADIR, MAROC | 16-18 JUIN 2025

NOTE CONCEPTUELLE-THÉMATIQUE 3: FINANCEMENT DURABLE DES FORÊTS

1.CONTEXTE ET objectifs

Les forêts jouent un rôle essentiel dans la réponse à la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution. Cependant, la déforestation et la dégradation des forêts se poursuivent, en partie à cause d'un financement insuffisant pour la gestion durable, la conservation et la restauration des forêts. Ce déficit de financement compromet les efforts mondiaux visant à réduire la déforestation et à exploiter pleinement le potentiel des forêts pour faire face à ces défis interconnectés. Selon des estimations récentes (FAO, 2022), atteindre les objectifs internationaux en matière de climat, de biodiversité et de neutralité en matière de dégradation des terres nécessitera une augmentation considérable des financements forestiers — qui devront tripler d'ici à 2030 et quadrupler d'ici à 2050 — pour dépasser 200 milliards USD par an, uniquement pour l'établissement et la gestion des forêts. Comblar cet écart exigera la mobilisation de ressources financières considérablement accrues, nouvelles et additionnelles, provenant de toutes les sources et à tous les niveaux, comme le souligne l'Objectif forestier mondial 4 du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts.

Le financement forestier provient traditionnellement de sources publiques nationales, de financements publics internationaux et de sources privées :

- Le financement public national/domestique constitue la principale source de financement pour la majorité des pays. C'est également la source la plus prévisible, issue directement des allocations budgétaires gouvernementales, des recettes provenant d'entreprises publiques, des taxes forestières et d'autres mécanismes. Les dépenses publiques mondiales en faveur des forêts sont estimées à plus de 6 milliards USD par an (UNFFS, 2024) ;
- Le financement public international pour les forêts comprend à la fois les financements multilatéraux et bilatéraux, apportés par les économies développées ainsi que par la coopération Sud-Sud. Ces ressources jouent un rôle important dans le renforcement des capacités et la création d'un environnement favorable à la mobilisation de financements additionnels. L'aide publique au développement (APD) mondiale en faveur des forêts souvent utilisée comme indicateur principal du financement public international a oscillé entre 800 millions et 1,7 milliard USD par an au cours de la dernière décennie (OCDE-CAD) ;
- Le secteur privé, incluant les entreprises, les petits exploitants agricoles, les particuliers ainsi que les communautés locales et autochtones, possède 22 % des forêts mondiales et gère 15 % supplémentaires des forêts publiques (FAO, 2020c). Il est donc essentiel d'investir dans ces acteurs, de leur faciliter l'accès au financement, et de soutenir des institutions locales inclusives permettant une gestion durable des forêts. Par ailleurs, dans de nombreuses régions du monde, les financements privés constituent une source significative de soutien à long terme pour la gestion durable des forêts. À titre indicatif, entre 2010 et 2018, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'agriculture, la foresterie et la pêche ont varié entre 1 et 5,5 milliards USD (FAO, 2020b).

En plus d'accroître le financement provenant de toutes ces sources, il est également crucial de combiner les instruments financiers traditionnels tels que les subventions et les prêts avec un usage novateur de mécanismes de financement innovants, parmi lesquels : les obligations vertes, les investissements à impact, les paiements pour services écosystémiques (PSE), les marchés du carbone, les crédits biodiversité, et les échanges dette-nature.

Pour répondre efficacement à la diversité des besoins des parties prenantes impliquées dans la gestion des forêts, une vaste gamme de mécanismes de financement doit être déployée de manière coordonnée, inclusive et sensible au contexte. Les forêts remplissent de multiples fonctions et relèvent de régimes de propriété variés, ce qui se traduit par un paysage complexe de parties prenantes. Celles-ci incluent les gouvernements centraux, les agences publiques, les autorités locales, mais aussi les individus, les communautés, les coopératives, les associations, ainsi que les acteurs du secteur privé formel et informel. Les propriétaires fonciers et forestiers, les femmes et les jeunes, les Peuples Autochtones et communautés locales, les organisations de la société civile et les organisations communautaires jouent tous un rôle crucial, et doivent être véritablement associés à la conception et à la mise en œuvre des solutions de financement.

Dans ce paysage, les gouvernements jouent un rôle central. Ils sont essentiels pour créer un environnement favorable au financement forestier, en s'attaquant aux obstacles systémiques, en réduisant les risques pour les investissements, en offrant des incitations fiscales, des options de micro-financement, et en expérimentant ou en déployant à grande échelle des approches innovantes. Ils sont également les mieux placés pour concevoir des politiques et des stratégies permettant d'aligner les financements publics et privés sur les objectifs forestiers nationaux et les priorités de développement durable.

Pour accompagner l'action des gouvernements dans la mobilisation et l'alignement des ressources en faveur des forêts, un ensemble d'outils de planification stratégique et de plateformes ont été développés et promus au niveau international. Cela inclut notamment les Stratégies nationales de financement forestier (NFFS), les Plans nationaux de financement de la biodiversité (BIOFIN), et les Cadres intégrés de financement national (INFFs). En parallèle, des plateformes de partage des connaissances en particulier le Guichet d'information sur le financement forestier de l'UNFF fournissent des données, informations et produits de connaissance essentiels pour aider les pays à identifier des opportunités de financement et des pratiques exemplaires. Depuis 2021, le Réseau mondial de facilitation du financement forestier de l'UNFF maintient un site internet dédié, qui propose des informations à jour sur les opportunités de financement, des ressources pédagogiques, ainsi que des bonnes pratiques en matière de financement forestier. Cependant, des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour combler le vaste déficit de financement forestier.

2.Objectifs

Cette discussion vise à offrir une plateforme aux gouvernements et aux acteurs du financement forestier pour partager leurs connaissances, préoccupations et bonnes pratiques en matière de financement des forêts. Une attention particulière sera accordée à la formulation de recommandations concrètes à l'intention des gouvernements, afin de renforcer les environnements favorables, de mettre en place des incitations appropriées et de jouer un rôle moteur dans la mobilisation des financements pour les forêts, y compris à travers des approches de financement innovantes. Elle permettra également de faire le point sur les recommandations existantes et les actions menées pour lever les obstacles systémiques, réduire les risques pour les investisseurs, promouvoir les incitations fiscales et de microfinance, et déployer à plus grande échelle les mécanismes financiers innovants.

3. Résultats attendus

Cette discussion devrait aboutir à un ensemble de recommandations concrètes qui viendront nourrir et appuyer les délibérations du FNUF21. Les résultats attendus incluent :

- Des recommandations à l'attention des gouvernements pour renforcer les environnements favorables au financement forestier, notamment à travers des mesures permettant de lever les obstacles systémiques, de réduire les risques pour les investissements, de proposer des incitations fiscales et de microfinance, et de tester ou étendre des approches innovantes.
- Des actions recommandées aux gouvernements pour tirer parti des mécanismes de financement innovants tels que le financement mixte (blended finance), les paiements pour services écosystémiques (PSE), les marchés du carbone, les crédits biodiversité et les échanges dette-nature.
- L'identification des besoins en données, informations et connaissances nécessaires pour accompagner efficacement les pays et les parties prenantes dans l'accès aux financements forestiers via diverses sources et mécanismes.

4. PROGRAMME : 18 juin 2025

HEURE	Ordre du jour
14h30 – 14h45	Introduction de la session : Modérateur/ SOCODEVI Mme Corinne MASSARDIER
14h45 – 16h15	Panel 6 : Le rôle des gouvernements dans l'accès au financement forestier – Politiques et actions publiques - M. Yan Lang, Secrétariat du FNUF - M. Augustin Jeanjean, AFD Maroc - Mme Virginie Coustet, Union européenne (<i>virtuel</i>) - M. Ludwig Liagre, Rio Impact (<i>virtuel</i>) Discussion et session de questions/réponses
16h15 – 16h30	Pause-café
16h30 – 18h00	Panel 7 : Études de cas nationaux : politiques, approches innovantes, outils de planification stratégique et rôle des plateformes d'information pour le financement forestier - Mme Akiko Tabata, Japon (<i>virtuel</i>) - M. Isam Ahabri, Maroc (ANEF) - Mme Patricia E. Masupayi, Malawi - M. Preecha Ongprasert, Thaïlande (NFFS) - M. Neema Lazaro Mbise, Tanzanie - Mme Alima Issufo Taquidir, Mozambique - M. Avhashoni Renny Madula, Afrique du Sud - M. Aiwoy Christopher Oyanoghaf, Nigéria - Mme He Qiu, Chine – Aperçu de la stratégie chinoise de financement forestier Discussion et session de questions/réponses
18h00 – 18h30	Cérémonie de clôture

Questions directrices :

Panel 6 – Le rôle des gouvernements dans l'accès au financement forestier, en mettant l'accent sur les politiques et les actions publiques

- 1- Quelles mesures politiques et institutionnelles les gouvernements peuvent-ils adopter pour créer un environnement favorable au financement forestier, notamment pour lever les obstacles systémiques, réduire les risques pour les investissements, et offrir des incitations fiscales ou de microfinance ?
- 2- Quel rôle les gouvernements doivent-ils jouer pour promouvoir et appuyer la montée en puissance des financements provenant du secteur privé et des mécanismes innovants, tels que les paiements pour services écosystémiques, les obligations vertes, les crédits biodiversité ou les marchés carbone ?
- 3- Quelles sont les principales lacunes en matière de données, d'information et de connaissances qu'il est nécessaire de combler pour soutenir efficacement les pays et les parties prenantes dans l'accès au financement forestier à partir de sources et de mécanismes diversifiés ?

Panel 7 – Études de cas nationales : politiques, approches innovantes, application des outils de planification stratégique et importance des plateformes d'information pour le financement forestier

- 1- Quelles mesures politiques et réglementaires se sont révélées les plus efficaces dans votre pays pour mobiliser des financements forestiers issus de différentes sources, y compris des financements privés et des approches innovantes ?
- 2- Quels sont les principaux défis auxquels les pays sont confrontés pour mobiliser des ressources provenant de diverses sources et approches innovantes pour les forêts ? Quelles sont les solutions à envisager ?
- 3- Quel est le rôle et l'impact de la mise en place d'une stratégie nationale de financement des forêts, de la biodiversité ou du développement durable ? Quels sont les obstacles à l'application de ces documents stratégiques, et comment pourrait-on les surmonter ?
- 4- Quelles sont les principales lacunes en matière de données, d'informations et de connaissances qu'il convient de combler pour aider les pays à renforcer leurs efforts de mobilisation des ressources pour les forêts ?

Initiative Led by the Kingdom of Morocco in Support of the United Nations Forum on Forests' Work

International event on sustainable forest management

AGADIR, MOROCCO | JUNE 16-18, 2025

**CONCEPT NOTE for THEMATIC AREA 3:
SUSTAINABLE FINANCING for FORESTS**

1. BACKGROUND AND RATIONAL

Forests play a vital role in addressing the triple planetary crisis of climate change, biodiversity loss, and pollution. However, deforestation and forest degradation continue, in part due to insufficient funding for sustainable forest management, conservation, and restoration. This financial shortfall undermines global efforts to reduce deforestation and fully leverage the potential of forests in tackling these interconnected challenges. According to recent estimates (FAO, 2022), achieving international targets on climate, biodiversity, and land degradation neutrality will require a dramatic increase in forest financing—tripling by 2030 and quadrupling by 2050—to exceed USD 200 billion annually for forest establishment and management alone. Bridging this gap will require mobilizing significantly increased, new, and additional financial resources from all sources and at all levels, as emphasized under Global Forest Goal 4 of the UN Strategic Plan for Forests.

Forest financing has traditionally come from domestic public sources, international public sources, and private sources:

- Domestic/national public financing is the primary source of financing for most countries. It is also the most predictable source, derived from direct government central budget appropriations, revenues from state-owned enterprises, forest-related taxes, and other mechanisms. Global public expenditure on forests is estimated to exceed USD 6 billion per year (UNFFS, 2024);
- International public finance for forests includes both multilateral and bilateral finance, contributed by developed economies and through South-South cooperation. These resources play a significant role in building capacity and creating an enabling environment to leverage additional financing. Global official development assistance (ODA) for forests, often used as a key proxy for total international public finance, has ranged between USD 800 million and USD 1.7 billion annually over the past decade (OECD-DAC);
- The private sector, including corporate enterprises, smallholder farmers, individuals, and local and Indigenous communities, owns 22 percent of global forests and manages an additional 15 percent of publicly owned forests (FAO, 2020c). It is therefore critical to invest in and increase access to finance for forest communities and enterprises, and to support inclusive local institutions that enable sustainable forest management. At the same time, private finance has proven to be an important source for long-term sustainable forest management in many parts of the world. Indicatively, during 2010–2018, foreign direct investment (FDI) inflows to agriculture, forestry, and fisheries ranged from USD 1 billion to USD 5.5 billion (FAO, 2020b).

In addition to scaling up finance from all these sources, it is also critical to combine both traditional financial instruments, such as grants and loans, with the creative use of innovative financing mechanisms, which include among others, green bonds, impact investment, payments for ecosystem services (PES), carbon markets, biodiversity credits, and debt-for-nature swaps.

To effectively meet the diverse needs of stakeholders involved in forest management, a wide range of financing mechanisms must be deployed in a coordinated, inclusive, and context-sensitive manner. Forests serve multiple functions, and exist under different ownership structures, which means the stakeholder landscape is broad and complex. It includes central governments, public agencies, and local authorities, as well as individuals, communities, cooperatives, associations, and both formal and informal private sector actors. Land and forest owners, women and youth, Indigenous Peoples and local communities, civil society organizations, and community-based organizations all play critical roles and must be meaningfully engaged in the design and implementation of financing solutions.

In this landscape, governments have a central role to play. They are essential in creating an enabling environment for forest finance by addressing systemic barriers, de-risking investment, offering fiscal incentives, micro-finance options and piloting or scaling innovative approaches. They are also uniquely positioned to design policies and strategies that align public and private finance with national forest goals and sustainable development priorities.

To support the government actions in mobilizing and aligning resources for forests, a range of strategic planning tools and platforms have been developed and promoted at the international level. These include National Forest Financing Strategies (NFFS), National Biodiversity Finance Plans (BIOFIN), and Integrated National Financing Frameworks (INFFs). In addition, knowledge-sharing platforms, most notably the UNFF Clearing House on Forest Financing, provide essential data, information, and knowledge products to help countries identify financing opportunities and best practices. Since 2021, the UNFF Global Forest Financing Facilitation Network has maintained a dedicated website offering up-to-date information on financing opportunities, learning resources, and good practices in forest financing. However, more needs to be done to fill the big financing gap for forests.

2. Objective

This thematic discussion aims to provide a platform for government and players in forest financing to share knowledge, concerns, and good practices related to forest financing. The discussion will place particular emphasis on generating concrete recommendations for governments to strengthen enabling environments, provide appropriate incentives, and take a leadership role in mobilizing finance for forests, including through innovative financing approaches. It will take stock of existing recommendations and actions to address systemic barriers, de-risk investments, promote fiscal and microfinance incentives, and scale up innovative financing mechanisms.

3. Expected Outcomes

The discussion is expected to produce a set of concrete recommendations that will inform and support the UNFF21 deliberations. The outcomes will include:

- Recommendations for governments to strengthen enabling environments for forest finance, including measures to address systemic barriers, de-risk investments, provide fiscal and microfinance incentives, and pilot or scale-up innovative approaches.
- Recommended actions for government to tap into innovative financing approaches such as blended finance, payment for ecosystem services (PES), carbon markets, biodiversity credits, and debt-for-nature swaps.
- Identified needs for data, information, and knowledge to effectively support countries and stakeholders in accessing forest financing from various sources and mechanisms.

4. Agenda : 18 juin 2025

Time	Agenda Item
14h30–14h45	Framing of the session : Moderator/SOCODEVI Ms. Corinne MASSARDIER
14h45–16h15	Panel 6: The role of government in accessing financing to forests focusing on Government policy and actions - Mr Yan Lang, UNFF Secretariat - Mr Augustin Jeanjean, AFD Morocco - Ms Virginie COUSTET, European Union (<i>virtual</i>) - Mr Ludwig Liagre, Rio Impact (<i>virtual</i>) Discussion & Q&A
16h15–16h30	Coffee Break
16h30–18h00	Panel 7: Country cases: policy, innovative approaches, application of strategic planning tools and the importance of information platforms for Forest Financing - Ms. Akiko Tabata, Japan (<i>virtual</i>) - Mr Isam AHABRI, Morocco (ANEF) - Mme Patricia E. Masupayi, Malawi - Mr Preecha ONGPRASERT, Thailand (NFFS) - Mr Neema Lazaro Mbise, Tanzania - Ms Alima Issufo Taquidir, Mozambique - Mr Avhashoni Renny Madula, South Africa - Mr AIWYO Christopher Oyanoghaf, Nigeria - Ms. He Qiu, China, Insights on China's forest financing strategy Discussion & Q&A
18h00–18h30	Closing Ceremony

Guiding questions:

Panel 6 – The role of government in accessing financing to forests focusing on Government policy and actions

- 1- What policy and institutional measures can governments take to create an enabling environment for forest finance—including addressing systemic barriers, de-risking investments, and providing fiscal or microfinance incentives?
- 2- What role governments should play in order to promoting and supporting scaling up of finance from private sector and innovative mechanisms, such as payments for ecosystem services, green bonds, biodiversity credits, or carbon markets?
- 3- What are the key data, information, and knowledge gaps that need to be addressed to effectively support countries and stakeholders in accessing forest financing from diverse sources and mechanisms?

Panel 7 – Country cases: policy, innovative approaches, application of strategic planning tools and the importance of information platforms for Forest Financing

- 1- What policy and regulatory measures are most effective in your country in mobilizing forest finance from various sources and private finance, and innovative approaches?
- 2- What are the main challenges countries face in mobilizing resource from various resources and innovative approaches for forests? What are the suggestions to address them?
- 3- What is the role and impact of having a national financing strategy for forests, biodiversity, or sustainable development? What are the challenges in application of these strategic documents, and how can it be improved?
- 4- What are the key data, information and knowledge gap which needs to fill to assist countries in scaling up efforts in mobilizing resources for forests?